



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
SECTEURS D'ACTIVITÉS	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2015	3
MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	4
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS	10
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	17
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	21
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	25

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI » ou la « société mère »), est une entreprise de communication qui œuvre dans trois secteurs d'activités : la télédiffusion et production, les magazines et les services cinématographiques et audiovisuels. En télédiffusion et production, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films et en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter huit services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion. Dans le secteur magazines, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Canada. Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du troisième trimestre 2015 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 septembre 2015 et 2014 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), en particulier à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*.

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2014, de même qu'avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2015.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Au début de l'exercice 2015, la Société a revu ses secteurs d'activités afin de mieux refléter l'évolution de ses opérations et de sa structure de gestion suite à l'acquisition de la quasi-totalité des actifs de Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. (« MELS », anciennement Vision Globale A.R. ltée, « Vision Globale ») le 30 décembre 2014. Ainsi, un nouveau secteur a été créé, soit le secteur des services cinématographiques et audiovisuels.

De plus, depuis le 12 avril 2015, dans le cadre de la transaction conclue avec Transcontinental inc. (« Transcontinental »), telle que décrite ci-après, les activités reliées aux magazines acquis ont été intégrées dans les résultats du secteur magazines, alors que les activités d'éditions sur mesure ont été incluses aux résultats du secteur télédiffusion et production.

Les activités de la Société se composent dorénavant des secteurs suivants :

- **Le secteur télédiffusion et production** inclut les activités du Réseau TVA (y compris la filiale et les divisions TVA Productions inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale, de doublage, d'éditions sur mesure et de services prémédia de TVA Accès inc. et les activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- **Le secteur magazines**, par l'entremise de ses filiales, notamment TVA Publications inc. et Les Publications Charron & Cie inc., comprend les activités d'édition de magazines de langues française et anglaise dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode, les sports et la décoration. Ce secteur inclut également les activités de commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.
- **Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels** inclut les activités de services de location de studios et d'équipements, ainsi que les services de postproduction et effets visuels de MELS depuis le 30 décembre 2014.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2015

- Le 15 octobre 2015, la Cour suprême du Canada a rejeté l'appel de Bell ExpressVu Limited Partnership (« Bell ExpressVu »), une filiale de Bell Canada, concernant un jugement favorable à Vidéotron ltée et à Groupe TVA rendu le 6 mars 2015 par la Cour d'appel du Québec. Ce jugement ordonnait à Bell ExpressVu de payer un montant de 665 000 \$, incluant des intérêts, à Groupe TVA pour avoir négligé d'implanter en temps opportun un système de sécurité approprié afin de prévenir le piratage de ses signaux télévisuels diffusés par satellite entre 1999 et 2005, au détriment de ses concurrents et des diffuseurs. Le gain relié au règlement de ce litige a été comptabilisé au cours du troisième trimestre de 2015 (« règlement du litige avec Bell ExpressVu »).
- Au cours du troisième trimestre 2015, la Société a revu son plan d'affaires triennal et ses prévisions de flux monétaires pour ses activités. Compte tenu des projections des revenus publicitaires pour l'industrie de la télévision, notamment les télévisions généralistes, la Société a déterminé qu'il était approprié de comptabiliser une charge non monétaire de dépréciation d'une licence de télédiffusion d'un montant de 60 107 000 \$ dans son secteur télédiffusion et production.
- Le 9 septembre 2015, la Société a annoncé que la chaîne « TVA Sports » présentera la Coupe du monde de hockey 2016 qui se déroulera à Toronto du 17 septembre au 1^{er} octobre 2016. Diffuseur officiel de cet événement international, « TVA Sports » diffusera tous les matchs de ce tournoi qui sera composé de huit équipes et qui regroupera les meilleurs joueurs de hockey au monde.
- Le 26 août 2015, de façon à maximiser le rayonnement de ses services cinématographiques et audiovisuels au Québec et sur la scène internationale, Groupe TVA a modernisé l'image de marque de Vision Globale en choisissant une marque dont la notoriété est déjà solidement établie dans l'industrie, soit MELS. Désormais, toutes les forces et les talents créatifs des équipes sont réunis sous cette marque.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e)

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est utile, car il (elle) constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice d'exploitation ajusté avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1**Conciliation du bénéfice d'exploitation ajusté présenté dans ce rapport avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés**

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Bénéfice d'exploitation ajusté :				
Télédiffusion et production	19 527	\$ 4 796	\$ 11 579	\$ 14 655
Magazines	3 732	2 842	5 883	7 957
Services cinématographiques et audiovisuels	7 605	-	13 082	-
	30 864	7 638	30 544	22 612
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	6 871	5 870	20 758	16 571
Charges financières	1 009	1 078	3 814	3 173
Dépréciation d'une licence et de l'écart d'acquisition	60 107	41 000	60 107	41 000
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	168	109	2 879	109
Recouvrement d'impôts	(1 689)	(6 176)	(8 083)	(6 695)
Part de la perte dans les entreprises associées	449	1 427	4 559	5 124
Participation ne donnant pas le contrôle	404	-	264	-
Perte nette attribuable aux actionnaires	(36 455)	\$ (35 670)	\$ (53 754)	\$ (36 670)

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**Comparaison des troisièmes trimestres 2015 et 2014**

Produits d'exploitation de 138 523 000 \$, en hausse de 43 998 000 \$ (46,5 %).

- Hausse de 8 316 000 \$ (10,5 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement à la croissance importante des revenus provenant des chaînes spécialisées, notamment de « TVA Sports ». Cette hausse a été compensée en partie par la baisse de 6,0 % des revenus provenant du Réseau TVA.
- Hausse de 16 022 000 \$ (98,6 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable à l'impact favorable relié à l'acquisition des magazines de Transcontinental le 12 avril 2015. Cette hausse a été compensée en partie par la baisse de 18,6 % des revenus publicitaires et par la baisse de 6,8 % des revenus en kiosque provenant des autres magazines.
- Hausse de 20 460 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), due à l'ajout des activités d'exploitation reliées à l'acquisition de la quasi-totalité des actifs de MELS le 30 décembre 2014 (« l'acquisition de MELS »).

Tableau 2
Produits d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Télédiffusion et production	87 145	\$ 78 829	\$ 305 564	\$ 264 005
Magazines	32 265	16 243	73 980	47 339
Services cinématographiques et audiovisuels	20 460	-	48 366	-
Éléments intersectoriels	(1 347)	(547)	(3 449)	(1 798)
	138 523	\$ 94 525	\$ 424 461	\$ 309 546

Bénéfice d'exploitation ajusté de 30 864 000 \$, soit un écart favorable de 23 226 000 \$ (304,1 %).

- Écart favorable de 14 731 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation des résultats d'exploitation ajustés provenant des chaînes spécialisées, essentiellement de la chaîne « TVA Sports », ainsi qu'à l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA.
- Écart favorable de 890 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable à l'ajout des résultats d'exploitation ajustés des magazines acquis de Transcontinental le 12 avril 2015.
- Écart favorable de 7 605 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), directement attribuable au bénéfice d'exploitation ajusté réalisé au niveau des activités intégrées dans le cadre de l'acquisition de MELS.

Tableau 3
Bénéfice d'exploitation ajusté
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Télédiffusion et production	19 527	\$ 4 796	\$ 11 579	\$ 14 655
Magazines	3 732	2 842	5 883	7 957
Services cinématographiques et audiovisuels	7 605	-	13 082	-
	30 864	\$ 7 638	\$ 30 544	\$ 22 612

Perte nette attribuable aux actionnaires de 36 455 000 \$ (-0,84 \$ par action de base et dilué), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 35 670 000 \$ (-1,50 \$ par action de base et dilué) pour la même période de 2014.

- Cet écart défavorable de 785 000 \$ (écart favorable de 0,66 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - l'écart défavorable de 19 107 000 \$ au niveau de la dépréciation d'une licence et de l'écart d'acquisition;
 - l'écart défavorable de 4 487 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts;
 - l'écart défavorable de 1 001 000 \$ au niveau de la dépense d'amortissement;partiellement compensés par :
 - la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de 23 226 000 \$.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour le trimestre terminé le 30 septembre 2015 et de 23 770 906 pour le trimestre correspondant de 2014. Cette augmentation de la moyenne pondérée d'actions diluée en circulation découle de l'émission de 19 434 629 actions classe B le 20 mars 2015 dans le cadre de la clôture d'une offre de droits de souscription aux actionnaires existants.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 6 871 000 \$, soit une hausse de 1 001 000 \$ par rapport au trimestre correspondant de 2014 principalement attribuable à l'amortissement d'actifs incorporels acquis de MELS et suite à la transaction avec Transcontinental.

Charges financières relativement stables à 1 009 000 \$, soit une baisse de 69 000 \$ par rapport au trimestre correspondant de 2014.

Charge de dépréciation d'une licence et de l'écart d'acquisition de 60 107 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015 contre une charge de 41 000 000 \$ pour la période correspondante de 2014, soit un écart défavorable de 19 107 000 \$.

Au cours du troisième trimestre 2015, la Société a complété la mise à jour annuelle de son plan stratégique pour les trois prochaines années. Les conditions de marché dans le secteur de la télévision, particulièrement la pression continue sur les revenus publicitaires, ont amené la Société à effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») du secteur télédiffusion et production. La Société a alors conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT télédiffusion et production était inférieure à sa valeur comptable. Par conséquent, une charge de dépréciation non monétaire de 60 107 000 \$ a été comptabilisée au niveau de la licence de télédiffusion, dont 30 054 000 \$ sans incidence fiscale (32 462 000 \$ en 2014 dont 16 231 000 \$ sans incidence fiscale). Par ailleurs, une charge de dépréciation non monétaire de l'écart d'acquisition de 8 538 000 \$, sans incidence fiscale, avait également été comptabilisée en 2014. La Société a utilisé un taux d'actualisation avant impôts de 11,10 % et un taux de croissance perpétuelle de 0,0 % pour déterminer la valeur recouvrable (un taux d'actualisation avant impôts de 11,08 % et un taux de croissance perpétuelle de 1,0 % en 2014).

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres de 168 000 \$ pour le troisième trimestre de 2015 comparativement à une charge de 109 000 \$ pour la période correspondante de 2014.

- Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 880 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 274 000 \$ dans le secteur de la télédiffusion et production, 602 000 \$ dans le secteur des magazines et 4 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels.
- Au cours de cette même période, la Société a comptabilisé un gain de 680 000 \$, incluant des intérêts, à la suite du règlement du litige avec Bell ExpressVu.
- Au cours de cette même période, la Société a aussi comptabilisé un renversement net d'honoraires professionnels et de coûts d'intégration de 32 000 \$ relativement à l'acquisition de MELS et à l'acquisition des magazines de Transcontinental.
- Au cours du troisième trimestre de 2014, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 109 000 \$ suite à l'abolition de postes dans le secteur de la télédiffusion et production.

Recouvrement d'impôts de 1 689 000 \$ (taux effectif de 4,5 %) au troisième trimestre 2015 comparativement à un recouvrement d'impôts de 6 176 000 \$ (taux effectif de 15,3 %) pour la même période de 2014.

- Au troisième trimestre 2015, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la portion non déductible de la dépréciation comptabilisée au niveau de la licence.
- Au troisième trimestre 2014, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'expliquait principalement par la portion non déductible de la dépréciation comptabilisée au niveau de l'écart d'acquisition et de la licence, compensée en partie par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de Télévision ROC s.e.n.c. (« Télévision ROC », anciennement société en nom collectif SUN News) pour cette période.

Part de la perte dans les entreprises associées de 449 000 \$ au troisième trimestre 2015, comparativement à une perte de 1 427 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2014, soit un écart favorable de 978 000 \$ qui provient essentiellement d'une diminution de la part de la Société dans la perte de Télévision ROC suite à la cessation des activités de la chaîne spécialisée « SUN News » le 13 février 2015.

Participation ne donnant pas le contrôle de 404 000 \$ au troisième trimestre 2015 contre une participation nulle au trimestre correspondant de 2014.

La participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part de l'actionnaire minoritaire dans le bénéfice net d'une société détenue à 51 % par TVA Publications inc. pour l'exploitation de certains magazines acquis dans le cadre de la transaction avec Transcontinental.

Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et 2014

Produits d'exploitation de 424 461 000 \$, en hausse de 114 915 000 \$ (37,1 %).

- Hausse de 41 559 000 \$ (15,7 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement à la croissance importante des revenus provenant des chaînes spécialisées, notamment de « TVA Sports ». Cette hausse a été compensée en partie par la baisse de 7,4 % des revenus provenant du Réseau TVA.
- Hausse de 26 641 000 \$ (56,3 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable à l'impact favorable qu'a eu l'acquisition des magazines de Transcontinental le 12 avril 2015. Cette hausse a été compensée en partie par la baisse de 13,7 % des revenus en kiosque et par la baisse de 13,3 % des revenus publicitaires provenant des autres magazines.
- Hausse de 48 366 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), due à l'ajout des activités d'exploitation reliées à l'acquisition de MELS.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 30 544 000 \$, soit un écart favorable de 7 932 000 \$.

- Écart défavorable de 3 076 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation de la perte d'exploitation ajustée provenant de « TVA Sports », compensée en partie par l'augmentation de 35,5 % du bénéfice d'exploitation ajusté des autres chaînes spécialisées ainsi que par l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA.
- Écart défavorable de 2 074 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable à la baisse des revenus d'exploitation des magazines comparables qui a été supérieure aux réductions de dépenses. Cette baisse est compensée en partie par l'ajout des résultats d'exploitation ajustés des magazines acquis de Transcontinental le 12 avril 2015.
- Écart favorable de 13 082 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), directement attribuable au bénéfice d'exploitation ajusté réalisé au niveau des activités intégrées dans le cadre de l'acquisition de MELS.

Perte nette attribuable aux actionnaires de 53 754 000 \$ (-1,44 \$ par action de base et dilué) au cours des neuf premiers mois de 2015, comparativement à une perte nette de 36 670 000 \$ (-1,54 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2014.

- Cet écart défavorable de 17 084 000 \$ (écart favorable de 0,10 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - l'écart défavorable de 19 107 000 \$ au niveau de la dépréciation d'une licence et de l'écart d'acquisition;
 - l'écart défavorable de 4 187 000 \$ au niveau de la dépense d'amortissement;
 - l'écart défavorable de 2 770 000 \$ au niveau des frais de rationalisation, dépréciation d'actifs et autres;partiellement compensés par :
 - la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de 7 932 000 \$;
 - l'écart favorable de 1 388 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts.

- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 37 368 027 pour les neuf premiers mois de 2015 et de 23 770 906 pour la période correspondante de 2014. Cette augmentation de la moyenne pondérée d'actions diluée en circulation découle de l'émission de 19 434 629 actions telle que décrite dans la comparaison des troisièmes trimestres de 2015 et 2014.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 20 758 000 \$, soit une hausse de 4 187 000 \$ par rapport à la période correspondante de 2014 expliquée par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des troisièmes trimestres 2015 et 2014.

Charges financières de 3 814 000 \$, soit une hausse de 641 000 \$ qui s'explique principalement par la comptabilisation, au cours du premier trimestre de 2015, des charges d'intérêts reliées à la facilité de crédit de 100 000 000 \$ consentie par QMI, par la perte de change, ainsi que par la charge d'intérêts reliée aux régimes de retraite. Ces hausses sont compensées en partie par de meilleurs taux obtenus pour les neuf premiers mois de 2015 sur la dette à taux variable, comparativement au taux d'intérêts fixe payé par la Société pour la période comparative de 2014.

Charge de dépréciation d'une licence et de l'écart d'acquisition de 60 107 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015 contre une charge de 41 000 000 \$ pour la période correspondante de 2014 qui s'explique par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des troisièmes trimestres 2015 et 2014.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres de 2 879 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2015 comparativement à une charge de 109 000 \$ pour la période correspondante de 2014.

En plus des éléments mentionnés dans la comparaison des troisièmes trimestres de 2015 et 2014, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 2 080 000 \$ au cours du premier semestre 2015 suite à l'abolition de postes dont 465 000 \$ dans le secteur de la télédiffusion et production, 1 280 000 \$ dans le secteur des magazines et 335 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels. Au cours de cette même période, la Société avait comptabilisé des honoraires professionnels et des coûts d'intégration de 631 000 \$ relativement à l'acquisition de MELS et à l'acquisition des magazines de Transcontinental.

Recouvrement d'impôts de 8 083 000 \$ (taux effectif de 14,2 %) pour les neuf premiers mois de 2015, comparativement à un recouvrement d'impôt de 6 695 000 \$ (taux effectif de 17,5 %) pour la même période de 2014.

- Au cours des neuf premiers mois de 2015, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la portion non déductible de la dépréciation comptabilisée au niveau de la licence compensée en partie par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de Télévision ROC pour cette période.
- Au cours des neuf premiers mois de 2014, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'expliquait principalement par la portion non déductible de la dépréciation comptabilisée au niveau de l'écart d'acquisition et de la licence, compensée en partie par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de Télévision ROC pour cette période. Également, à la lumière des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale, la Société avait réduit ses passifs d'impôts différés de 479 000 \$.

Part de la perte dans les entreprises associées de 4 559 000 \$ au cours des neuf premiers mois de 2015, comparativement à une perte de 5 124 000 \$ pour la période correspondante de 2014, soit un écart favorable de 565 000 \$ qui provient essentiellement d'une diminution de la part de la Société dans la perte de Télévision ROC suite à la cessation des activités de la chaîne spécialisée « SUN News » au cours du premier trimestre de 2015.

Participation ne donnant pas le contrôle de 264 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015 contre une participation nulle pour la période correspondante de 2014, soit une hausse expliquée par le même élément que celui mentionné dans la comparaison des troisièmes trimestres 2015 et 2014.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télédiffusion et production

Comparaison des troisièmes trimestres 2015 et 2014

Produits d'exploitation de 87 145 000 \$, soit une augmentation de 8 316 000 \$ (10,5 %), principalement attribuable à :

- la progression des produits d'exploitation de « TVA Sports », dont les revenus publicitaires qui ont augmenté de 91,9 % et les revenus d'abonnement qui ont plus que doublé;
- la hausse de 13,0 % des revenus d'abonnement pour l'ensemble des autres services spécialisés dont les chaînes « MOI&cie », « Casa » et « addikTV » qui ont connu des croissances respectives de 25,5 %, 12,1 % et 10,6 %;

compensées en partie par :

- la baisse de 6,0 % des revenus du Réseau TVA provenant principalement des éléments suivants :
 - une diminution de 48,9 % des revenus de production commerciale due à un niveau d'activités moindre;
 - une diminution de 2,2 % des revenus publicitaires;
 - la baisse des revenus provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale compte tenu de l'abolition de cette subvention depuis septembre 2014.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2015, Groupe TVA a connu une croissance de ses parts de marché qui sont passées de 31,6 parts à 32,3 parts (+0,7 part).

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 10,0 parts pour le troisième trimestre de 2015 comparativement à 9,2 parts pour la même période de 2014, soit une augmentation de 0,8 part. La chaîne « TVA Sports » a continué de faire des gains en obtenant 0,5 part de plus pour le présent trimestre. Avec ses 3,4 parts (+0,3 part), la chaîne d'information en continue « LCN » est en avance sur son principal concurrent « RDI » qui a obtenu une moyenne de 3,2 parts pour le troisième trimestre 2015.

Le Réseau TVA demeure en tête des stations généralistes avec 22,3 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. Le Réseau TVA a diffusé 18 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant le troisième trimestre 2015, dont *Le Banquier* ainsi que les deux nouveautés *Boomerang* et *Pour Sarah* qui se retrouvent parmi le top 5 avec des auditoires dépassant les 1,5 millions de téléspectateurs.

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone
(Parts de marché en %)

Été 2015 vs 2014			
	2015	2014	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	22,3	22,4	-0,1
SRC	11,2	11,4	-0,2
V	6,8	7,7	-0,9
	40,3	41,5	-1,2
Chaînes spécialisées et payantes francophones :			
TVA	10,0	9,2	0,8
Bell Média	18,6	19,2	-0,6
Corus	8,9	9,0	-0,1
SRC	4,8	4,9	-0,1
Autres	9,2	8,0	1,2
	51,5	50,3	1,2
Total chaînes anglophones et autres :	8,2	8,2	-
Groupe TVA	32,3	31,6	0,7

Source : Numeris, Québec franco, 1^{er} juillet au 30 septembre 2015, l-d, 2h-2h, t2+.

Charges d'exploitation de 67 618 000 \$, soit une baisse de 6 415 000 \$ (-8,7 %), expliquée principalement par :

la baisse de 14,2 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant d'un plan de rationalisation de ses charges d'exploitation notamment au niveau des coûts de contenu et des frais d'administration. De plus, la Société a enregistré une diminution des charges liées à la production commerciale due à un niveau d'activités moindre ainsi que certaines économies au niveau des frais variables, notamment des commissions sur les ventes publicitaires et des droits.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 19 527 000 \$, soit une variation favorable de 14 731 000 \$, expliquée principalement par :

- la hausse des résultats d'exploitation ajustés de « TVA Sports », laquelle s'explique essentiellement par l'augmentation importante de ses produits d'exploitation telle que décrite ci-dessus;
- la hausse de 208,6 % du bénéfice d'exploitation ajusté des autres services spécialisés, principalement attribuable à la hausse des revenus d'abonnement;
- la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA, découlant principalement d'une diminution importante de ses charges d'exploitation qui a plus que compensé la baisse de ses revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) en baisse, passant de 93,9 % pour le troisième trimestre 2014 à 77,6 % pour la même période de 2015. Cette baisse provient principalement de la hausse importante des produits d'exploitation de « TVA Sports » combinée à la baisse des charges d'exploitation du Réseau TVA.

Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et 2014

Produits d'exploitation de 305 564 000 \$, soit une augmentation de 41 559 000 \$ (15,7 %), principalement attribuable à :

- la hausse des revenus d'abonnement reliés à « TVA Sports » qui ont plus que triplé;
- la hausse substantielle des revenus publicitaires de « TVA Sports »;
- la hausse de 8,3 % des revenus d'abonnement pour l'ensemble des autres services spécialisés dont les chaînes « MOI&cie », « Casa » et « addikTV » qui ont connu des croissances respectives de 27,9 %, 12,4 % et 11,0 %;

compensées en partie par :

- la baisse de 7,4 % des revenus du Réseau TVA provenant des éléments suivants :
 - une diminution de 5,7 % des revenus publicitaires;
 - une baisse des revenus provenant de la production commerciale due à un niveau d'activités moindre;
 - la baisse des revenus provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale compte tenu de l'abolition de cette subvention depuis septembre 2014.

Charges d'exploitation de 293 985 000 \$, soit une augmentation de 44 635 000 \$ (17,9 %).

- Cette augmentation est expliquée principalement par :
 - la hausse de 227,2 % des charges d'exploitation de « TVA Sports » découlant d'investissements accrus en programmation, notamment avec la diffusion des matchs de la Ligue Nationale de hockey (« LNH ») incluant les séries éliminatoires de la Coupe Stanley;

compensée en partie par :

- la baisse de 12,7 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant des mêmes éléments que ceux expliqués dans la comparaison des troisièmes trimestres 2015 et 2014. De plus, au cours du premier trimestre 2014, le Réseau TVA avait absorbé des charges supplémentaires engendrées par des ajustements au coût de certaines licences de diffusion des années passées et par la période électorale provinciale.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 11 579 000 \$, soit une variation défavorable de 3 076 000 \$, expliquée principalement par :

- la hausse de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », laquelle s'explique par le fait que la chaîne doit absorber 100 % des coûts de la nouvelle programmation, alors que la base d'abonnement n'a pas encore atteint son plein potentiel;

compensée en partie par :

- la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA, découlant principalement de la baisse des coûts de contenu et du plan de rationalisation mis en place au second trimestre de 2015;
- la hausse de 35,5 % du bénéfice d'exploitation ajusté des autres services spécialisés découlant principalement de la hausse des revenus d'abonnement.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) relativement stables, passant de 94,4 % pour les neufs premiers mois de 2014 à 96,2 % pour la même période de 2015.

Magazines

Comparaison des troisièmes trimestres 2015 et 2014

Produits d'exploitation de 32 265 000 \$, soit une hausse de 16 022 000 \$ (98,6 %), principalement attribuable à :

- l'ajout de revenus suite à l'acquisition des magazines de Transcontinental depuis le 12 avril 2015;

compensé en partie par :

- la baisse de 18,6 %¹ des revenus publicitaires provenant principalement des catégories suivantes :
 - Féminin : -36,4 %¹;
 - Décoration et cuisine : -14,5 %¹;
 - Artistiques : -13,8 %;
- la baisse de 6,8 %¹ des revenus en kiosque, provenant principalement des magazines artistiques qui ont connu une baisse de 5,5 %.

¹ Excluant l'acquisition des magazines de Transcontinental.

Fonds du Canada pour les périodiques

Le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistrée à titre de produits d'exploitation et représente 11,4 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2015 (11,1 % pour la période correspondante de 2014).

Statistiques de lectorat et de parts de marché

Selon la nouvelle mesure de lectorat multiplateformes *Vividata*, Groupe TVA est l'éditeur de magazines numéro 1 au Canada. La Société rejoint 3,2 millions de lecteurs multiplateformes pour ses titres francophones et plus de 8,1 millions de lecteurs pour ses titres anglophones à chaque édition.

Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, est l'hebdomadaire numéro 1 au Québec avec près de 600 000 lecteurs multiplateformes chaque semaine.

Du côté des lecteurs mensuels, « Coup de pouce » est le magazine en version imprimée le plus lu au Québec, avec plus de 1,1 million de lecteurs. Il rejoint 1,4 millions de lecteurs multiplateformes.

Du côté des magazines anglophones, « Canadian Living » s'avère le magazine anglophone le plus lu chez les femmes avec près de 3,2 millions de lectrices multiplateformes alors que « The Hockey News » s'avère le plus prisé par les amateurs de sports avec près de 2,1 millions de lecteurs multiplateformes.

Source :

Vividata, Q2 2015, Total Canada, 12+

Charges d'exploitation de 28 533 000 \$, soit une hausse de 15 132 000 \$ (112,9 %), principalement attribuable à :

- l'ajout des charges d'exploitation des magazines acquis de Transcontinental depuis le 12 avril 2015; compensé en partie par :
- la baisse de 6,7 %¹ des charges d'exploitation des autres magazines résultant à la fois d'économies de coûts reliées au volume et d'efforts visant à réduire les charges d'exploitation.

¹ *Excluant l'acquisition des magazines de Transcontinental.*

Bénéfice d'exploitation ajusté de 3 732 000 \$, soit une variation favorable de 890 000 \$, expliquée principalement par l'ajout des résultats d'exploitation des magazines acquis de Transcontinental et compensé en partie par l'impact de la baisse des produits d'exploitation plus importante que la baisse des charges d'exploitation de ce secteur, en excluant les magazines acquis de Transcontinental.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) de 88,4 % pour le troisième trimestre de 2015 contre 82,5 % pour la même période de 2014. En excluant l'impact des magazines acquis de Transcontinental, cette augmentation s'explique principalement par la baisse des revenus publicitaires et des revenus en kiosque plus importantes que la baisse des charges d'exploitation.

Acquisition des magazines de Transcontinental

Le 12 avril 2015, TVA Publications inc. a finalisé l'acquisition des magazines de Transcontinental, une transaction impliquant l'acquisition de 14 magazines, dont quatre magazines détenus et opérés en partenariat, de trois sites web, des contrats relatifs à l'édition sur mesure et des activités d'édition de livres pour un prix d'achat en espèces approximatif de 55 500 000 \$. Une somme à payer de 2 012 000 \$ a également été comptabilisée dans les créditeurs et charges à payer à titre d'ajustement préliminaire en lien avec une cible préétablie de fonds de roulement convenue entre les parties.

Parmi les 14 titres acquis, notons « Coup de pouce », « Canadian Living », « Décormag », « Style at home », « Canadian Gardening » et « The Hockey News ». TVA Publications inc. a également acquis une participation effective de 51 % dans Les Publications Groupe TVA-Hearst inc., laquelle lui octroie le contrôle des titres « Elle Canada » et « Elle Québec », en plus d'une participation de 50 % dans Publications Senior inc., société exploitant les marques « Le Bel Âge » et « Good Times ».

L'intégration des magazines acquis aux opérations existantes du secteur magazines s'est poursuivie durant le troisième trimestre. La société a été en mesure de profiter de l'apport positif des nouveaux titres acquis malgré que certains coûts opérationnels de transition demeurent élevés, lesquels devraient diminuer au cours des prochains trimestres.

Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et 2014

Produits d'exploitation de 73 980 000 \$, soit une hausse de 26 641 000 \$ (56,3 %), principalement attribuable à :

- l'ajout des revenus des magazines acquis de Transcontinental depuis le 12 avril 2015;
compensé en partie par :
- la baisse de 13,7 %¹ des revenus en kiosque, provenant principalement des magazines artistiques qui ont connu une baisse de 14,6 % et des magazines de la catégorie « Féminin » qui ont connu une baisse de 12,9 %;
- la baisse de 13,3 %¹ des revenus publicitaires provenant principalement des catégories suivantes :
 - Féminin : -26,6 %¹;
 - Décoration et cuisine : -19,3 %¹;
 - Artistiques : -13,8 %.

¹ Excluant l'acquisition des magazines de Transcontinental.

Charges d'exploitation de 68 097 000 \$, soit une hausse de 28 715 000 \$ (72,9 %), principalement attribuable à :

- l'ajout des charges d'exploitation des magazines acquis de Transcontinental depuis le 12 avril 2015;
compensé en partie par :
- la baisse de 3,9 % des charges d'exploitation des autres magazines résultant à la fois d'économies de coûts reliées au volume et d'efforts visant à réduire les charges d'exploitation.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 5 883 000 \$, soit une variation défavorable de 2 074 000 \$, expliquée principalement par l'impact de la baisse des produits d'exploitation de ce secteur, en excluant l'impact de l'acquisition de magazines de Transcontinental.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) de 92,0 % pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2015 contre 83,2 % pour la même période de 2014. Cette augmentation s'explique principalement par la baisse des revenus en kiosque et des revenus publicitaires, excluant l'impact de l'acquisition des magazines de Transcontinental.

Services cinématographiques et audiovisuels

Comparaison des troisièmes trimestres 2015 et 2014

Les résultats d'exploitation reliés à l'acquisition de MELS le 30 décembre 2014 ont générés les variations suivantes :

- une variation favorable de 20 460 000 \$ au niveau des produits d'exploitation;
- une variation défavorable de 12 855 000 \$ au niveau des charges d'exploitation;

- une variation favorable de 7 605 000 \$ au niveau du bénéfice d'exploitation ajusté généré par ce secteur d'activités.

Les activités reliées à la location de studios et d'équipements représentent 74,7 % des produits d'exploitation de ce secteur pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015.

Les résultats d'exploitation ajustés du troisième trimestre de 2015 sont conformes aux projections budgétaires de la Société. Les deuxième et troisième trimestres sont des périodes où le volume d'activités est habituellement élevé, notamment en ce qui concerne la location de studios et d'équipements cinématographiques. La contribution importante de cette activité au cours du trimestre provient des productions d'envergure telles que les productions hollywoodiennes *Story of your love*, réalisée par Denis Villeneuve, et *X-Men*, ainsi que des coproductions réalisées avec la France.

Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et 2014

Les résultats d'exploitation reliés à l'acquisition de MELS le 30 décembre 2014 ont généré les variations suivantes :

- une variation favorable de 48 366 000 \$ au niveau des produits d'exploitation;
- une variation défavorable de 35 284 000 \$ au niveau des charges d'exploitation;
- une variation favorable de 13 082 000 \$ au niveau du bénéfice d'exploitation ajusté généré par ce secteur d'activités.

Les activités reliées à la location de studios et d'équipements représentent 63,7 % des produits d'exploitation de ce secteur pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015.

Les résultats d'exploitation ajustés des neuf premiers mois de 2015 sont conformes aux projections budgétaires de la Société. En plus des éléments mentionnés dans la comparaison des troisièmes trimestres de 2015 et de 2014, la contribution importante des activités reliées à la location de studios et d'équipements au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015 provient des productions *Race*, *Fallen* et *Versailles* qui sera diffusée sur Netflix France. De plus, les taux d'utilisation prévus de l'ensemble de nos installations et équipements cinématographiques sont élevés et demeurent positifs pour les prochaines saisons.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	15 240	\$ 6 256	\$ 86 835	\$ 27 208
Émission de capital-actions, net des coûts de transaction	(92)	-	108 633	-
Acquisitions nettes d'entreprises	(1 161)	-	(56 361)	(501)
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(6 180)	(6 282)	(19 173)	(19 597)
Augmentation des placements	-	(1 781)	(2 620)	(4 548)
Autres	(228)	(50)	(725)	(151)
Remboursement (augmentation) de la dette nette	7 579	\$ (1 857)	\$ 116 589	\$ 2 411
	30 septembre 2015		31 décembre 2014	
Situation à la fin :				
Dette à long terme		70 364	\$	72 757
Instrument financier dérivé		920		547
Dette échéant à court terme		3 750		938
Facilité de crédit de la société mère		-		100 000
Découvert bancaire		-		4 486
Moins : espèces		12 895		-
Dette nette		62 139	\$	178 728

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation en hausse de 8 984 000 \$ pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2015 par rapport à la période correspondante de 2014 principalement dû à :

- la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de 23 226 000 \$;
- compensée en partie par :
 - la variation nette défavorable des actifs et passifs d'exploitation de 12 300 000 \$, principalement attribuable à la variation défavorable au niveau des créiteurs et charges à payer laquelle est compensée en partie par la variation favorable au niveau des débiteurs;
 - la hausse de 1 976 000 \$ au niveau de la charge d'impôts exigibles.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation en hausse de 59 627 000 \$ pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2015 par rapport à la même période de 2014 principalement dû à :

- la variation nette favorable des actifs et passifs d'exploitation de 58 079 000 \$, principalement attribuable à l'écart favorable au niveau des droits à payer ainsi que des créiteurs et charges à payer, lequel est compensé partiellement par une variation défavorable au niveau des débiteurs;
- l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté de 7 932 000 \$;

compensées en partie par :

- la hausse de 3 089 000 \$ au niveau de la charge d'impôts exigibles;
- la hausse des frais de rationalisation, dépréciation d'actifs et autres de 2 770 000 \$.

Fonds de roulement de 10 558 000 \$ au 30 septembre 2015 comparativement à un fonds de roulement négatif de 33 062 000 \$ au 31 décembre 2014. Cette amélioration de 43 620 000 \$ est principalement attribuable à la hausse des espèces et au remboursement de la facilité de crédit consentie par la société mère suite à l'émission d'actions dans le cadre de la clôture d'une offre de droits de souscription aux actionnaires existants au cours du premier trimestre de 2015, compensés en partie par la hausse des créiteurs et charges à payer, par la hausse des droits de diffusion et de distribution à payer, ainsi que par la hausse des revenus reportés.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 6 180 000 \$ pour le troisième trimestre de 2015, comparativement à 6 282 000 \$ pour la même période de 2014, soit une légère baisse de 102 000 \$ (-1,6 %).

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 19 173 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2015, comparativement à 19 597 000 \$ pour la même période de 2014, soit une baisse de 424 000 \$ (-2,2 %). Cette baisse s'explique essentiellement par le retard dans le démarrage de certains projets d'investissements.

Acquisitions d'entreprises de 1 161 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015 correspondant à un ajustement préliminaire du prix d'achat relativement à l'acquisition de MELS.

Acquisitions d'entreprises de 56 661 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015. En plus de l'ajustement préliminaire du prix d'achat relativement à l'acquisition de MELS mentionné ci-dessus, la Société a acquis de Transcontinental, le 12 avril 2015, 14 magazines, dont quatre magazines détenus et opérés en partenariat, trois sites web, des contrats relatifs à de l'édition sur mesure et des activités d'édition de livres pour une contrepartie totale de 57 512 000 \$ dont 55 500 000 \$ en espèces ainsi qu'un compte à payer de 2 012 000 \$ concernant un ajustement en fonction d'une cible préétablie de fonds de roulement.

Dans le cadre de cette transaction, la Société a simultanément cédé les activités acquises d'édition de livres à Groupe Sogides inc., une société sous contrôle commun, pour une somme équivalente au prix payé, soit un prix convenu de 811 000 \$ dont 300 000 \$ en espèces ainsi qu'un compte à recevoir de 511 000 \$.

Variation nette des placements nulle pour le troisième trimestre de 2015, comparativement à 1 781 000 \$ pour la même période de 2014. Au cours du troisième trimestre 2014, la Société avait effectué une mise de fonds de 2 009 000 \$ dans Télévision ROC et avait également encaissé un montant de 228 000 \$ lié à un placement de portefeuille.

Variation nette des placements de 2 620 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2015, comparativement à 4 548 000 \$ pour la même période de 2014. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2015, la Société a effectué une mise de fonds de 2 891 000 \$ dans Télévision ROC (5 047 000 \$ au cours de la période correspondante de 2014) et a encaissé un montant de 271 000 \$ lié à un placement de portefeuille au cours de cette même période (499 000 \$ au cours de la période correspondante de 2014).

Activités de financement

Dettes à long terme (excluant les frais de financement reportés) de 74 949 000 \$ au 30 septembre 2015, comparativement à 74 737 000 \$ au 31 décembre 2014 en légère hausse de 212 000 \$.

Situation financière au 30 septembre 2015

Liquidités disponibles nettes de 162 470 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 149 575 000 \$ et des espèces de 12 895 000 \$.

Au 30 septembre 2015, le capital minimal à rembourser sur la dette au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

Tableau 6
Capital minimal à rembourser sur la dette de Groupe TVA
Périodes de 12 mois terminées les 30 septembre
(en milliers de dollars)

2016	3 750	\$
2017	5 625	
2018	9 375	
2019	11 250	
2020 et ultérieurement	44 949	
Total	74 949	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 3,5 années au 30 septembre 2015 (4,2 années au 31 décembre 2014). La dette était constituée en totalité de dette à taux variable au 30 septembre 2015 et au 31 décembre 2014. La Société utilise un swap de taux d'intérêt pour fixer les déboursés d'intérêts futurs sur une tranche de 39 875 000 \$ de son prêt garanti à terme de 75 000 000 \$ qui porte intérêt à un taux variable.

La Société dispose également d'un crédit rotatif de 150 000 000 \$ (150 000 000 \$ au 31 décembre 2014) qui a été renouvelé le 3 novembre 2014 et venant à échéance le 24 février 2019. Au 30 septembre 2015, une somme de 425 000 \$ avait été prélevée sur le crédit rotatif (520 000 \$ au 31 décembre 2014).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, de paiement de dividendes (ou de distribution de capital) et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 30 septembre 2015, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 30 septembre 2015

Tableau 7

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 30 septembre 2015 et 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	30 septembre 2015	31 décembre 2014	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actifs</u>				
Droits de diffusion et de distribution	38 793 \$	31 989 \$	6 804	\$ Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
Licences et autres actifs incorporels	38 234	83 647	(45 413)	Impact de la dépréciation comptabilisée au niveau de la licence de télédiffusion au cours du troisième trimestre 2015, nette des actifs incorporels acquis lors de la transaction avec Transcontinental (Principalement des listes de clients et marques de commerce).
Écart d'acquisition	83 082	48 266	34 816	Impact de la comptabilisation de l'écart d'acquisition suite à l'acquisition des magazines de Transcontinental.
Impôts différés	7 669	1 060	6 609	Impact des impôts différés afférents à la dépréciation de la licence de télédiffusion.
<u>Passifs</u>				
Créditeurs et charges à payer	111 447 \$	88 746 \$	22 701	\$ Impact de la variation courante et saisonnière des activités et d'une gestion serrée de la trésorerie.
Droits de diffusion et de distribution à payer	88 947	45 660	43 287	Impact des investissements au niveau de la programmation de « TVA Sports ».
Revenus reportés	21 156	8 690	12 466	Impact relié à l'acquisition des magazines de Transcontinental.
Facilité de crédit de la société mère	-	100 000	(100 000)	Remboursement de la facilité de crédit via le produit généré par l'offre de droits de souscription.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2015, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 30 septembre 2015

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	3 750 \$	15 000 \$	56 199 \$	- \$	74 949 \$
Paiement d'intérêts ¹	3 097	5 296	2 032	-	10 425
Droits de diffusion et de distribution	211 984	181 803	141 881	409 206	944 874
Autres engagements	12 273	14 203	5 652	2 320	34 448
Total	231 104 \$	216 302 \$	205 764 \$	411 526 \$	1 064 696 \$

¹ Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 30 septembre 2015 sur l'emprunt à terme rotatif et incluent les frais de disponibilité sur celui-ci.

En 2013, QMI et Groupe TVA ont conclu une entente d'une durée de 12 ans avec Rogers Communications inc. concernant les droits de diffusion francophones de la LNH pour le Canada. Les charges d'exploitation reliées à ce contrat sont constatées dans les charges d'exploitation de la Société et les engagements totaux liés à cette entente ont été inclus dans les engagements de la Société.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du troisième trimestre 2015, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 23 186 000 \$ (18 913 000 \$ au troisième trimestre 2014).

Pour le troisième trimestre de 2015, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 6 656 000 \$ (8 332 000 \$ pour le troisième trimestre 2014).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 1 080 000 \$ pour le troisième trimestre de 2015 (1 080 000 \$ pour le troisième trimestre 2014).

Au cours des neuf premiers mois de 2015, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 74 965 000 \$ (54 779 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2014).

Pour les neuf premiers mois de 2015, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 27 682 000 \$ (25 697 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2014).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 3 240 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2015 (3 240 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2014).

Télévision ROC

Le 13 février 2015, Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun, a annoncé la cessation des activités de la chaîne spécialisée « SUN News ». Au 30 septembre 2015, la part de la perte dans la chaîne spécialisée « SUN News » inclut des coûts reliés à la cessation de ses activités.

Par ailleurs, en avril 2015, dans le cadre d'une réorganisation corporative, Corporation Sun Media a été liquidée dans QMI, laquelle détient dorénavant 51 % de société en nom collectif SUN News dont la dénomination sociale a été modifiée le 30 septembre 2015 pour Télévision ROC s.e.n.c..

En 2015, la Société continue d'effectuer des mises de fonds dans Télévision ROC et une provision de 1 760 000 \$ est enregistrée dans les créiteurs et charges à payer au 30 septembre 2015 afin de couvrir les coûts reliés à la cessation des opérations.

Au cours du troisième trimestre 2015, aucune mise de fonds dans Télévision ROC n'a été effectuée par les sociétaires alors qu'au cours de la période correspondante de 2014, une mise de fonds de 4 100 000 \$ avait été effectuée par les sociétaires de Télévision ROC, dont 2 009 000 \$ par Groupe TVA.

Au cours des neuf premiers mois de 2015, une mise de fonds de 5 900 000 \$ (10 300 000 \$ pour la période comparative de 2014) a été effectuée par les sociétaires, dont 2 891 000 \$ (5 047 000 \$ pour la période comparative de 2014) par Groupe TVA.

Ententes hors bilan

Garantie

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut avec des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que des contrats d'acquisition de biens, des ententes de services et des contrats de location. Ces ententes obligent la Société à indemniser un tiers pour les dépenses engagées en regard de circonstances spécifiques. Les termes de ces indemnisations peuvent varier d'une transaction à l'autre en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Société d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel qu'elle pourrait être tenue de verser à un tiers sur l'ensemble de ses engagements. Au premier trimestre 2014, des engagements spécifiques à risque qui s'élevaient à 4 700 000 \$ au 31 décembre 2013 avaient été comptabilisés dans les achats de biens et services.

Capital-actions

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société au 23 octobre 2015. De plus, 463 371 options d'achat d'actions classe B de la Société et 232 400 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 23 octobre 2015.

Tableau 9
Nombre d'actions en circulation au 23 octobre 2015
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

Le 20 mars 2015, la Société a complété une offre de droits de souscription auprès de ses actionnaires, en vertu de laquelle elle a reçu un produit brut total de 110 000 000 \$ suite à l'émission de 19 434 629 actions classe B sans droit de vote.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Au cours du troisième trimestre terminé le 30 septembre 2015, pour le secteur télédiffusion et production, ainsi que pour le secteur magazines, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été portée à l'attention de la direction.

Le 30 décembre 2014, la Société a conclu l'acquisition de MELS dont les activités sont présentées dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels. En date du 30 septembre 2015, la direction a terminé son analyse de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière de ce secteur et sera en mesure d'attester de l'efficacité de ceux-ci d'ici la fin de l'exercice. Veuillez vous reporter aux tableaux 1, 2 et 3 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements financiers sur ce secteur d'activités. Le tableau 10 fournit également certaines informations financières complémentaires.

Tableau 10
Informations financières complémentaires – Services cinématographiques et audiovisuels
(en milliers de dollars)

	30 septembre 2015
Actifs courants	21 444 \$
Actifs non courants	117 866
Passifs courants	7 588
Passifs non courants	1 053

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), le risque lié aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupepva.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2014 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 2 novembre 2015 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 2 novembre 2015

Tableau 11
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2015			2014		
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.		
Exploitation						
Produits d'exploitation	138 523 \$	159 424 \$	126 514 \$	129 794 \$		
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e)	30 864 \$	7 371 \$	(7 691) \$	7 424 \$		
Perte nette attribuable aux actionnaires	(36 455) \$	(2 588) \$	(14 711) \$	(4 148) \$		
Données par action de base et diluée						
Résultat par action de base et diluée	(0,84) \$	(0,06) \$	(0,57) \$	(0,19) \$		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	43 206	25 693	23 771		
	2014			2013		
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.		
Exploitation						
Produits d'exploitation	94 525 \$	109 700 \$	105 321 \$	120 022 \$		
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e)	7 638 \$	20 999 \$	(6 025) \$	20 334 \$		
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(35 670) \$	9 163 \$	(10 163) \$	8 328 \$		
Données par action de base et diluée						
Résultat par action de base et diluée	(1,50) \$	0,39 \$	(0,43) \$	0,35 \$		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771		

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dûs, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public et aux besoins en facilité de production des producteurs internationaux et locaux. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur télédiffusion et production, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation et à la diffusion des événements sportifs en direct, alors que dans le secteur magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en service de production des producteurs internationaux et locaux.

Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre.